

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RHODÉSIE—LA MÉCONNAISSANCE DE LA  
COMMUTATION DE PEINE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, vu la réponse qu'il a donnée hier à ma question concernant la Rhodésie, le premier ministre est-il en mesure de nous renseigner un peu plus sur la nature des discussions avec le gouvernement britannique?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur. Ces discussions se poursuivent, et je ne puis en parler pour l'instant. Toutefois, je le ferai aussitôt que possible.

## LES SPORTS

LA PARTICIPATION DU CANADA  
AUX OLYMPIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a fait allusion à ce sujet il y a quelques jours, mais pour clarifier la situation, je lui demanderais si la politique gouvernementale d'aide aux organismes qui parraineront nos athlètes aux Jeux d'été à Mexico a été modifiée par la suite de la politique d'apartheid suivie par l'Afrique du Sud?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Au fond, monsieur l'Orateur, ce sont les associations sportives du Canada qui déterminent la politique à suivre pour des concours internationaux. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social n'estime pas devoir dicter la politique des organismes et associations sportives au Canada.

**M. Grafftey:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je supposer que le gouvernement accordera son aide habituelle aux athlètes cette année?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, c'est le Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur qui est chargé de faire des recommandations sur les subventions à verser aux associations canadiennes. Le Conseil s'est réuni à Ottawa cette semaine et a sans doute étudié cet aspect de la question; il nous dira ce qu'il en pense. La situation s'est sans doute améliorée du fait que le Comité olympique international a décidé de réexaminer la question.

[L'hon. M. Winters.]

## L'IMPÔT SUR LE REVENU

LES RUMEURS DE L'ABOLITION DES DÉGRÈVE-  
MENTS AUX COMPAGNIES PÉTROLIÈRES  
ET MINIÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eldon M. Woolliams (Bow-River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Vu la déclaration du ministre des Finances au sujet des directives américaines et de leurs répercussions sur le Canada, et vu l'importance de la productivité dans notre pays pour stabiliser l'économie, le ministre de la Justice parlait-il au nom du gouvernement lorsqu'il a dit que les dégrèvements spéciaux de l'impôt sur le revenu des compagnies pétrolières et minières devraient être abolis?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas appris que le ministre avait dit cela et, d'ailleurs, je ne crois pas qu'il l'ait fait.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de la Justice? Est-ce bien lui qui a dit cela, et est-ce bien là son point de vue à ce sujet?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

## LES FINANCES

L'EFFET DE L'ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS  
SUR LES RÉSERVES D'OR

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. M. W. Martin (Timmins):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Les réserves d'or du Canada sont-elles visées par le nouvel accord avec les États-Unis et seront-elles transformées en valeurs américaines non négociables?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## L'ACIER—LES DROITS DE DUMPING

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Joseph Macaluso (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Étant donné que son ministère effectue des enquêtes au sujet du dumping pratiqué au Canada par des producteurs d'acier étrangers, quels en sont les résultats?